



01 novembre 2011

Zuand Hollande parle de « sacrifices »

Depuis qu'il est candidat Hollande crie de plus en plus fort qu'il va falloir « adapter » le programme socialiste en fonction des difficultés croissantes et inévitables qui s'abattront sur le pays dans les mois suivants. Notons au passage que ce programme n'incommodait pas vraiment les maîtres du pays, ces grands capitalistes qui font la pluie et le beau temps en France.

Mais aujourd'hui, compte tenu de ce qui se passe en France et dans le monde, ceux-ci sont devenus encore plus exigeants. Les candidats Sarkozy et Hollande sont donc instamment priés d'en tenir compte dès maintenant.

C'est ce qu'ils font. L'un comme l'autre ne parlent que de « sacrifices »... pour le peuple. En ce domaine Hollande et les siens se sont portés rapidement à la hauteur de Sarkozy. Un exemple : en février dernier, Hollande déclarait à Gentilly, dans le 94, qu'il était « pleinement d'accord » pour que le gouvernement français emprunte sur les marchés financiers ». De quoi s'agit-il ? D'un choix politique des gouvernements qui se sont succédés depuis 1981 et suivant lequel « il est interdit aux Etats signataires (1) de se financer directement à taux zéro auprès de la Banque de France ou de la Banque Centrale Européenne (il s'agit de l'article 123 du traité de Lisbonne (1)). Résultat : la BCE prête à un taux de 1% aux banques privées qui, elles, prêtent à 3%, 5%, 10% aux Etats, quand ce n'est pas pour atteindre des taux usuraires. Le niveau record à 2 ans des « aides » accordées à la Grèce a culminé en juin à 27,55%.

Dans notre pays entre 1981 et 2011, la dette est passée de 110 milliards d'euros à 1800 milliards (prévision INSEE pour fin 2011). 1.300 milliards d'euros ont déjà été versés aux spéculateurs pour payer les seuls intérêts de la dette publique française. « La charge de la dette » : 48,8 milliards d'euros pour la seule année 2011 deviendra le premier poste budgétaire, devant l'éducation nationale.

Voilà ce que Hollande et les siens approuvent !

Ce n'est qu'un exemple, il y en a d'autres tout aussi significatifs. C'est ainsi qu'ils préparent l'opinion à de nouveaux « sacrifices », à cette « rigueur » indispensables, selon lui... L'augmentation des salaires, des retraites, des indemnités ? Ils seront soumis à « une négociation entre partenaires sociaux ». On a déjà entendu ça quelque part, non ? Nous avons déjà cité de nombreux exemples de ce type, nous y reviendrons.

La « rigueur », appliquons là à ceux qui s'accaparent des dizaines de milliards sur le dos du peuple. Le géant « TOTAL » vient d'annoncer un bénéfice net de 3,3 milliards pour le seul 3^{ème} trimestre, soit une hausse de 17%. La direction du groupe est « très confiante » sur les résultats à venir. Hollande avait là une belle occasion de dire que c'était ceux- là qu'il traiterait avec « rigueur ». Pas un mot !

Un rappel éloquent pour terminer :

*en 2010 les seules entreprises (non financières) ont versé 210 milliards d'euros à leurs actionnaires, ce qui représente un tiers de la totalité de la masse salariale versée à leurs salariés.

*170 milliards d'exonérations fiscales et sociales et différentes aides ont été versées aux entreprises la même année.

*Les actionnaires du CAC40 ont reçu 40 milliards en 2010 et ils en recevront au moins 10% de plus en 2011.

Mais de cela, Hollande et les siens n'en parlent jamais !

(1) art. 123 : « Il est interdit à la Banque centrale européenne et aux banques centrales des Etats membres d'accorder tout type de crédit aux institutions, organes ou organismes de l'Union, aux administrations centrales, aux autorités régionales ou locales, aux autres autorités publiques des Etats membres »

www.sitecommunistes.org